

CHRÉTIENTÉS BALKANIQUES

APRES BYZANCE

Pedro Bádenas de la Peña

Né en 1947, un des plus éminents philologues et hellénistes espagnols du Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC, i.e le CNRS espagnol) dont il est Professeur Emérite depuis 2017. Attaché à l'Institut des Langues et Cultures de la Méditerranée. Spécialiste de littérature grecque classique, byzantine et contemporaine. Fondateur du Comites Españoles de Estudios Bizantinos y de Estudios del Sudeste Europeo et de la revue Erytheia. Fondateur de la Collection Nouvelle-Rome du CSIC dédiée à l'étude des textes de la période byzantine et post-byzantine ainsi que de textes médiévaux latins.

La problématique envisagée par l'auteur est une perspective historique de ce qu'il appelle « l'unicité de l'Église et de la division des chrétiens dans l'espace balkanique » après la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453. Le texte reprend diverses considérations du Professeur Pedro Bádenas de la Peña, dont certaines parues dans la décennie 1990¹ suite au démantèlement de l'ex-Yougoslavie. L'auteur était en voie d'actualiser ses idées et ses textes à la lumière des développements dans les Balkans après 1990, mais également de l'émergence de l'islamisme politique et des attentats terroristes comme ceux de Barcelone. Tout ceci aurait défiguré ce qu'il appelle « notre Islam », à savoir l'Islam européen dont jadis al-Andalus était le cœur. Des impondérables l'ont empêché de mener à bien cette tâche.

Cet article a une précieuse valeur historique pour comprendre le système des millets mis en place par les Ottomans et son incidence sur les nationalismes du XIX^e siècle. Le lecteur du Levant y trouvera plus d'un paramètre explicatif des rapports entre Église et Pouvoir, entre Identité religieuse et Identité nationale etc. Toutes ces questions ont une incidence politique majeure actuellement.

1. Cf. notamment Pedro Bádenas de la Peña, *Unicité de l'Église et division des chrétiens dans l'espace balkanique*, Association Internationale d'études du Sud-est Européen, Bulletin 27, 1997, p. 224-233.

Le vécu religieux des peuples orthodoxes dans l'espace balkanique à l'époque ottomane, doit être envisagé en tenant compte de deux facteurs: d'une part, le régime régulateur des rapports entre la Sublime Porte et le Patriarcat Œcuménique ; d'autre part, la structure même de la Grande Église en raison de sa propre conception du pouvoir dans le cadre d'un Etat impérial musulman, (i.e. non-chrétien), mais cependant héritier de l'espace politique byzantin. Le *Millet-i Rum*, c'est à dire la « nation Romaine » (lire « Byzantine » ou « Grecque ») comprend tous les sujets chrétiens orthodoxes du Sultan, ce qui reflète à petite échelle la complexité ethnique de l'empire lui-même. Le *Millet-i-Rum* est donc lui-même tout à fait hétérogène du point de vue démographique. Il est composé de Roumains, de Bulgares, de Serbes, de Valaques, d'Albanais orthodoxes, d'Arabes chrétiens et, bien-sûr, de Grecs. L'élément grec (hellène) détiendra fermement le contrôle de tout le millet à travers le Patriarcat Œcuménique, le Saint Synode et une partie importante de la hiérarchie. Du point de vue idéologique, il faut rappeler un élément qui marque le rôle tout à fait différent entre l'Église de Rome et l'Église de Constantinople, il s'agit du rapport indépendance/subordination par rapport au pouvoir séculier. Depuis la disparition de l'Empire romain en Occident, l'Église de Rome était demeurée libre de développer ses structures en pleine autonomie et indépendance, tandis qu'en Orient l'Église deviendrait un instrument du pouvoir impérial parce que la permanence de l'Empire entraîne la primauté absolue de l'empereur. L'œcuménisme est le trait distinctif de l'Église en Orient et repose sur la prétention universelle du seul empereur possible (c.à.d le *basileus*) qui siège à Constantinople. Dans cette divergence entre la chrétienté des Balkans et celle du reste de l'Europe, nous percevons un premier facteur de division après que furent surmontées, tant bien que mal, les grandes déchirures dogmatiques à propos des controverses sur les hérésies au début du christianisme.

L'étroite dépendance de l'Église par rapport à l'État suppose donc une sorte d'inféodation. En général dans tout l'Orient, mais plus particulièrement dans les Balkans, il n'y aura pas désormais un changement substantiel après la chute de Constantinople en 1453 parce que l'établissement du *millet* orthodoxe (1454) rétablit paradoxalement, et pour la première fois, l'ancienne unité des chrétiens orientaux sous l'autorité du patriarche œcuménique dans presque le même espace géographique que celui de l'apogée de Byzance. Cependant, durant l'époque ottomane, le statut du patriarche contraste

avec celui qu'il avait durant la période byzantine. Le patriarche n'est plus un humble serviteur de l'empereur mais bénéficie, maintenant, de la préséance d'une grande autorité au sein de l'administration du sultan². Il jouit de la pleine juridiction sur ses ouailles (*millet*) dont il est, en dernier terme, le responsable devant le sultan. De même, le clergé contrôle à son tour l'organisation ecclésiastique, les écoles ainsi que le système légal et l'administration des revenus et de la grande propriété foncière appartenant à l'Église avec un statut semblable au *Wakf*³. Le système des millets, instauré par Mehmet II, devient la clef de voûte de la structure de l'Etat ottoman et demeurera en vigueur, ne serait-ce que d'un point de vue formel, jusqu'à l'époque des Tanzimat. Il faut noter que le régime de libertés et de droits, accordé au *millet* orthodoxe par Mehmet II, était à perpétuité c'est à dire il était inhérent au *millet* lui-même sans pouvoir être modifié, aboli ou limité.

Autocéphalie ecclésiastique et autonomie « nationale »

En ce qui concerne le vécu religieux des populations ethniquement diverses qui se réclament de l'Orthodoxie, ces dernières vont subir, tout au long des siècles, les effets des transformations et/ou des ruptures avec le pouvoir constantinopolitain que celui-ci soit byzantin ou ottoman. Toute rupture entraîne nécessairement une séparation du Patriarcat de Constantinople (rappelons la géographie ecclésiastique variable de l'Orthodoxie au long du Moyen Age) de la même manière que toute reconquête, aussi bien byzantine qu'ottomane, entraîne automatiquement le rétablissement de l'autorité patriarcale sur les territoires et sur les croyants récupérés. Cette récupération de longue durée est celle qui s'opère durant l'époque ottomane. Mais le principe d'inféodation de l'Église à l'État demeure intact et, dorénavant, il n'y aura pas d'indépendance politique possible sans indépendance ecclésiastique. À l'heure de l'éclosion nationale dans les Balkans, tout nouveau pouvoir séculier est inconcevable sans son corollaire inévitable de la hiérarchie ecclésiastique correspondante. C'est pour cela que je parle d'unicité de l'Église, et non pas d'unité ; parce que l'indépendance autosuffisante, c'est à dire le principe d'autocéphalie, malgré la communion théologique et dogmatique, suppose le morcellement de la communauté des fidèles.

2. Le Patriarche, comme ethnarque, était à la fois chef d'église et chef d'une nation. A ce dernier titre, il avait rang au sein de l'administration du sultan ottoman de pacha.

3. Le *wakf* est une notion du droit islamique qu'on traduit habituellement par « bien de main morte »

Dans l'ensemble du système des millets (Arménien, Juif et Grec) développé par les Ottomans, les chrétiens (Grecs et Arméniens) étaient dominants. Jusqu'à la moitié du XVIII^e siècle, les patriarches respectifs s'ils insistaient sur l'universalité de la foi, ne marquaient pas pour autant l'origine ethnique ou l'importance de la langue comme signe d'identité. En fait, la haute hiérarchie du millet orthodoxe était grecque. Le clergé lui-même était majoritairement grec ou bien était hellénisé, de sorte que jusque la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'Église orthodoxe était tenue comme « Grecque » sans la moindre connotation nationale. Mais en réalité la plupart du bas clergé appartenait à la communauté ethnique et linguistique qu'il servait. Du point de vue ethnique, le système des millets contribua au caractère hétérogène des Balkans de sorte que l'État ottoman reposait dans cette région sur une mosaïque de langues et de cultures imbriquées ou amalgamées depuis l'Antiquité. L'Empire byzantin, bien qu'il ait gagné au christianisme orthodoxe tous les peuples de la péninsule balkanique, renfermait une grande diversité ethnique qu'il n'était pas parvenu à unifier. Dans la pratique, la désignation de prélats locaux, entraînant l'usage de la langue du pays dans la liturgie, deviendra un élément décisif pour l'avenir des communautés orthodoxes qui se dégageront, peu ou prou, de l'autorité impériale et patriarcale. Il est donc aisé de comprendre jusqu'à quel point l'autocéphalie ou l'indépendance ecclésiastique devint, peu à peu, le germe et noyau des États orthodoxes de la périphérie byzantine (royaumes bulgare et serbe). Au fur et à mesure que le pouvoir central décline (soit byzantin, soit ottoman) l'Église ou, pour mieux dire, les Églises deviendront un élément de confusion avec le fait étatique et, plus tard, avec le fait national au moment de l'emprunt des idées modernes sur l'État-Nation par les élites balkaniques au XIX^e siècle.

Église et Empire à Byzance

Examinons sommairement comment les choses se passaient durant l'ère byzantine. À mesure que le pouvoir politique qui siège à Constantinople se rétrécissait, les Églises se trouvaient nécessairement et directement liées à l'émergence et/ou la disparition de différentes formations étatiques de souche orthodoxe (bulgare et serbe). Ces églises respectives s'affirmèrent dans la mesure de leur séparation de l'Église Mère de Constantinople. Simultanément, elles ont accompagné les ambitions impériales de leurs États. La contradiction entre la

conception œcuménique (lire universelle) d'un pouvoir spirituel centralisé inféodé au pouvoir politique est un germe de fragmentation semé par les Byzantins eux-mêmes. L'archevêché autocéphale de Preslav, avec rang de patriarcat, au temps de Siméon le Bulgare, (926) s'effondrera avec le premier empire bulgare. La renaissance de ce même archevêché à Ohrid, lors de la reconquête de Basile II⁴ (le Macédonien), est conçue comme un proconsulat ecclésiastique de Constantinople chargé d'assujettir et d'assimiler sans succès les Bulgares. À la chute des Comnène (1185), Tarnovo deviendra le noyau du deuxième État bulgare, avec un nouvel archevêque à la tête d'une nouvelle Église nationale. L'opposition entre l'Église de Tarnovo et une autre Église bulgare à Ohrid, dominée par les byzantins, est le point de départ de la scission entre Bulgares et Macédoniens.

Au XIII^e siècle, suite aux conséquences de la IV^e Croisade (1204), le basileus en exil Théodore 1^{er} Lascaris⁵ établit à Nicée son nouveau centre du pouvoir ainsi qu'un patriarcat dont la légitimité sera contestée par les autres aspirants à l'héritage de l'empire. Nicée fut contraint de demander l'appui des autres royaumes balkaniques parce que l'archevêché d'Ohrid avait pris parti en faveur du despote Théodore Ange⁶ dans sa prétention impériale. Durant cette période turbulente, Étienne Nemanja, sacré roi de Rascie-Zeta par le pape de Rome, envoie son fils Sava à Nicée pour se faire nommer archevêque de Serbie en obtenant plus tard (1229) l'autocéphalie de l'Église serbe. La reconnaissance par Nicée de l'Église bulgare, en octroyant le titre patriarcal à l'archevêque de Tarnovo, limitera l'influence de son grand rival d'Ohrid aux territoires de l'Épire et de la Macédoine.

Église et Empire sous les Ottomans

Étienne Dusan au XIV^e siècle, à l'occasion de la guerre civile byzantine entre les Paléologue et les Cantacuzène⁷, s'empare de l'Épire et de la

4. Empereur de 976 à 1025. Surnommé le Bulgaroctone (tueur des Bulgares). Son règne de 50 ans est le plus long de toute la période byzantine.

5. Empereur de 1205 à 1221

6. Théodore 1^{er} Ange Doukas Comnène, né entre 1180 et 1185, mort après 1252, fut despote d'Épire et de Thessalie de 1215 à 1230, ainsi que de Thessalonique et d'une bonne partie de la Macédoine et de la Thrace occidentale de 1224 à 1230.

7. La guerre civile de Byzance (1341-1347) opposa lors du décès de l'empereur Andronic III les partisans du régent désigné, Jean VI Cantacuzène, aux tuteurs du jeune Jean V Paléologue, âgé de neuf ans, c'est-à-dire à l'impératrice douairière Anne de Savoie, au patriarche de Constantinople Jean XIV et au Mégaduc Alexis Apokaukos. Divisant la société byzantine selon les classes sociales, elle mit aux prises l'aristocratie qui appuyait Jean VI et les classes moyenne et populaire qui appuyaient la régence.

Thessalie et se fait proclamer basileus des Serbes et des Romains. Le Synode de Skopje (1346) transforme en patriarcat l'archevêché serbe, en disposant ainsi de l'inévitable patriarche qu'il faut pour oindre un empereur légitime. L'archevêché d'Ohrid reste sans diocèse et les prélats Grecs sont remplacés par des Serbes. Constantinople réagit avec l'excommunication de l'empereur et de l'église usurpateurs. La crise va se trancher paradoxalement avec l'arrivée des Ottomans dans les Balkans parce que la fin de l'autonomie des églises serbe et bulgare favorisera le Patriarcat de Constantinople. Après la chute de 1453, le patriarche Gennadios, désigné par Mehmet le Conquérant, rétablira son autorité sur tous les Balkans. Les Ottomans, héritiers de la situation ecclésiastique-politique signalée, comprenaient les risques potentiels qu'elle renfermait. Le système du *millet* devenait ainsi le cadre constitutionnel qui s'adapterait le mieux au concept musulman de protection des *dhimmis* (les croyants monothéistes non musulmans en tant que « peuples du Livre »). De même la notion de *millet* se trouve en adéquation avec les termes du verset coranique : « Ô hommes! ... Nous avons fait de vous des nations et des tribus » (sourate 49-13⁸) ce qui suppose la reconnaissance tacite de la diversité ethnique et linguistique chez la communauté des croyants en général. Donc le mot *millet* peut légitimement signifier *nation* mais sans la moindre connotation politique et étatique moderne. Il est évident que le pouvoir ottoman ne pouvait pas admettre des divisions capables de menacer la suprématie politique et l'unité même de la communauté musulmane dominante (l'*umma* ou, en turc, l'*ummet*). Par conséquent, il en était de même en ce qui concerne les différences ethniques ou linguistiques, au sein d'une communauté déterminée, car cela demeurait une affaire interne du *millet* et de son chef respectif, dans ce cas le Patriarcat.

Pendant toute la période ottomane le contrôle du patriarcat de Constantinople sur l'Orthodoxie sera sans partage. Il y aura, certes, des vicissitudes tout au long de presque un demi-millénaire, mais la survivance de l'Église et de la communauté qu'elle représente était garantie par le système. Donc, le *millet-i Rum* représente une variante formelle de la traditionnelle inféodation de l'Église orthodoxe. Mais cette soumission convenue entre l'Église et l'État, comme durant le Moyen Âge, entraînait également des décalages de nature sociologique et géographique par rapport aux formations étatiques orthodoxes précédentes.

8. Sourate Al-Hujurate ou Sourate des Appartements

Millet et identité ethno-nationale

Les changements et les transformations d'ordre social, culturel, et politique, qui résultèrent de l'évolution interne de l'Empire ottoman où la pression croissante des puissances extérieures joua un rôle non-négligeable, menèrent au réveil d'une conscience ethnique au sein du *millet* orthodoxe. Au début il n'existait pas une aspiration franche d'indépendance politique, mais plutôt le sentiment du renforcement de la solidarité à l'intérieur des collectifs parlant la même langue et partageant les mêmes traits culturels. Ainsi, la voie fut pavée aux conflits ultérieurs entre la diversité interne du *millet* et les instances qui le dominaient ou le représentaient. Une première réponse, de caractère défensif, à cette menace contre la cohésion du *millet* orthodoxe, fut le renforcement de l'autorité du Patriarcat de Constantinople et du poids politique de la noblesse phanariote⁹ auprès de La Porte. Ces conditions profitèrent ainsi aux Grecs à tous les points de vue : linguistique, religieux, politique et socioéconomique.

Après l'établissement d'un gouvernement phanariote en Valachie¹⁰, au début du XVIII^e siècle, toutes les démarches du pouvoir de la hiérarchie et noblesse phanariote prônent l'hellénisation des autres composants non-Grecs du *millet* orthodoxe, violant ainsi l'esprit même de celui-ci. Par exemple, le patriarcat Serbe de Pec (1766) et bulgare d'Ohrid (1777), seront abolis à l'instigation du Saint Synode tenu à Istanbul. L'hégémonie de la Grande Église, depuis son siège stambouliote, ne se limite pas à son rayonnement sur les Balkans, mais étend son influence jusqu'aux autres patriarcats d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem. La crise spirituelle et idéologique, déclenchée par cette prépondérance, se reflète dans l'instabilité même de l'institution patriarcale: plus d'une cinquantaine de changements à la tête du Patriarcat œcuménique tout au long du XVIII^e siècle. La conséquence la plus négative de la monopolisation phanariote du gouvernement du *millet* grec (*rum-millet*) durant cette période sera le sentiment d'oppression qu'éprouveront de nombreux Grecs mais

9. Par « noblesse phanariote » on entend les familles aristocratiques chrétiennes grecques qui habitaient le quartier du Phanar à Istanbul et au sein desquelles La Porte recrutait souvent des agents diplomatiques ou des gouverneurs de provinces des Balkans, notamment les principautés danubiennes (Valachie et Moldavie).

10. La Valachie forme, avec la Moldavie et la Transylvanie, l'actuelle Roumanie. Valachie et Moldavie, comme principautés danubiennes, étaient vassales de l'Empire Ottoman sans constituer des provinces turques stricto sensu. Elles furent d'abord gouvernées par un Voïvode qui deviendra au XVIII^es un Hospodar. C'est au sein des familles de l'aristocratie phanariote que La Porte choisira les hospodars.

surtout les autres composants non-hellènes du *millet*. *C'est ce qui explique le dynamisme de courants anticléricaux, séduits par les nouvelles idées venues de l'extérieur et qui commencent à pénétrer à l'intérieur de l'empire. Simultanément, de nouvelles attitudes de prise de conscience ethnique (au sens pré-national) s'avivent, tant de la part des Grecs que des non-Grecs. Quelques exemples représentatifs seraient les positions que nous fournissent Adamantios Koraïs (1748-1833), Dositei Obradovic (1742-1811), Rigas Velestinlis Féraios (1757-1798) ou Païsii Khilandarski (Helendarski) (1722-1773) . Le premier est l'intellectuel grec le plus influencé par les idées révolutionnaires françaises, en plus d'être un témoin directe de la Révolution Française. Il scandalisait l'esprit conservateur du patriarche Grégoire V, hostile à toute possibilité de laïcisation que pourrait entraîner le mouvement émancipateur. A l'opposé, Rigas Velestinlis Féraios, protomartyr de l'indépendance grecque, représente une attitude syncrétique avec plus d'affinité vers ce qui deviendra la *Megáli Idéa*¹¹. Rigas rêvait d'une restauration d'une sorte d'empire byzantin républicain, bâti sur les cendres d'un empire ottoman mourant et gouverné par une élite, grecque de culture et de langue mais pas nécessairement ethniquement grecque (comme à Byzance). Une telle attitude ne doit pas être interprétée comme étant un chauvinisme, mais plutôt en accord avec le caractère de *lingua franca* que la langue et la culture grecques avaient au sein d'une partie importante de l'émergente bourgeoisie marchande du *Millet-i Rum* au XVIII^e siècle. Obradovic, quant à lui, ressemble à Koraïs. Comme ce dernier, il s'en prend à l'Église serbe (l'archevêché de Karlovci) inféodée à l'Autriche. En tout cas, le sentiment de la propre identité ethnique au sens pré-national (politique et religieux) commence à s'éveiller également chez les autres groupes ethniques du *millet* à cause de l'imposition d'évêques hellénophones et du*

11. La *Grande Idée* (*Megáli Idéa*) fut l'expression du sentiment national puis du nationalisme grec aux XIX^e et XX^e siècles. Elle visait à unir tous les Grecs hellénophones dans un seul État-nation avec pour capitale Constantinople. Le terme apparaît en 1844 . Cette vision a dominé toute la politique extérieure et intérieure de la Grèce : de la guerre d'indépendance dans les années 1820, au problème chypriote des années 1970 en passant par les guerres balkaniques du début du XX^e siècle, le principal adversaire de la Grèce dans la réalisation de la Grande Idée fut l'Empire ottoman puis la Turquie kemaliste.

pois de l'enseignement en grec¹² dans les écoles. Païsii Khilandarski, le père du nationalisme bulgare, représente l'opposition à cette hellénisation forcée. Il se chargea, par exemple, de fustiger dans son *Histoire Slavo-bulgare* (1762) l'helléphilie de la bourgeoisie bulgare en prônant l'usage de la langue bulgare et l'identification avec les gloires de l'ancien empire bulgare. L'une des origines immédiates des mouvements d'émancipation doit être recherchée non seulement comme une réponse à l'hégémonie ottomane, mais également dans la forte réaction contre le sentiment d'oppression ecclésiastique et culturelle grecque. Jusqu'au début du XIX^e siècle, l'antagonisme entre les différents groupes ethniques au sein du *millet-i Rum* demeurait faible ; il s'exprimait surtout contre les musulmans, les juifs et les chrétiens non orthodoxes (Latins, Arméniens).

Nationalisme et ethno-église

Avec les soulèvements nationaux balkaniques, l'heure de la constitution d'églises nationales avait sonné, avec tout ce que cela entraîne le plus souvent comme division des chrétiens. La révolte serbe de 1806, aboutissait ainsi à la reconnaissance de l'autonomie des Serbes, imposée au sultan lors de la guerre russo-turque de 1828-1829. La perspective de leur future indépendance les opposait à l'autorité du patriarche de Constantinople, dans la mesure où celui-ci contrôlait diocèses dépendants de Pec. La participation du bas clergé serbe dans la lutte armée est un exemple du sentiment d'hostilité contre les abus de la hiérarchie grecque sur les sujets orthodoxes serbes dans l'espace ottoman. Pendant que les Serbes gagnaient leur autonomie, les Grecs voyaient reconnaître leur indépendance après l'insurrection de 1821 qui déclencha l'inévitable répression des autorités ottomanes contre le chef du millet, c'est à dire contre la figure du patriarche (Grégoire V) et contre le millet lui-même. Commença ainsi la période la plus tourmentée pour les sentiments religieux, liés depuis lors aux sentiments nationaux, dans tout l'espace de l'empire. La création en 1830 du nouvel État grec indépendant rendait caduc le principe

12. Cette « hégémonie hellénique » sera déterminante pour l'évolution au sein des chrétiens orthodoxes arabophones des autres patriarchats, surtout celui d'Antioche. L'arabisation de la liturgie sera entreprise et se généralisera. Ce facteur linguistique jouera un rôle dans la scission qui interviendra, au sein du Patriarcat d'Antioche, entre Grecs-Orthodoxes et Grecs-Catholiques en 1724. C'est seulement en 1898 qu'un orthodoxe arabophone) non-grec, (Mélèce II) 1839-1906 (fut élevé à la dignité de Patriarche d'Antioche. La question de l'hégémonie hellénique demeure cependant vive jusqu'à aujourd'hui au sein du Patriarcat de Jérusalem.

même de l'existence du *millet-i Rum*, bien que formellement celui-ci devrait survivre encore presque un siècle. Cette nouvelle ère des émancipations successives, d'ordre politique, entraîna également les émancipations ecclésiastiques. On voit alors renaître le processus de la reconstitution étatique sur le principe traditionnel d'une Église comme soutien de l'État. Il y a une différence fondamentale: il s'agit à présent d'une forme d'État sans la moindre relation avec la forme et l'essence de l'État médiéval. La naissance des États-nations balkaniques est déterminée par l'inféodation de l'Église aux nouveaux États-nations qui voudront, dans leur structure politique, imiter les États de type occidental. Le rôle joué par les nouvelles Églises nationales entraînera, d'une manière inexorable, l'éclatement de la solidarité orthodoxe. Cet aspect rendra plus difficile encore la gestation des États balkaniques modernes dont l'évolution mouvementée se poursuit de nos jours.

En 1833, l'Église grecque se proclame autocéphale. La séparation de la Mère Église de Constantinople se fait unilatéralement. Plusieurs années s'écouleront avant que cette nouvelle situation ne soit entérinée par le Patriarcat œcuménique. Il est indéniable que, dans cette décision, coïncident des considérations d'ordre ecclésiastique propres à l'Église orthodoxe (doctrine traditionnelle que toute souveraineté entraîne l'existence d'une Église propre) ainsi que des considérations politiques. L'indépendance politique survient renforcée, voire légitimée, par l'autocéphalie ecclésiastique. Ainsi se consacre la rupture entre le projet impérial ottoman, qui était toujours celui du Patriarcat œcuménique depuis l'époque de Mehmet II et de la mise en route du *millet-i Rum*, et le projet national qui est désormais celui du nouvel État grec. Les déchirures ultérieures ne seront que la conséquence logique de la contradiction insurmontable entre la volonté d'édifier des entités étatiques nationales modernes et la nécessité de légitimer une identité ethnique par la doctrine d'une Église autochtone inféodée à l'État.

Étant donné la complexité ethnique à l'intérieur même du *millet* orthodoxe, les premiers États nationaux balkaniques visaient à s'étendre pour réunir leurs frères (ou leurs co-nationaux) soumis encore à la domination des Empires autrichien et/ou ottoman. C'est ainsi que se fraient passage les grands projets expansionnistes, soit la *Megáli Idéa* (Grand Dessein) grecque soit la *Nacertanje* (Grand Projet) serbe. L'attitude du Patriarcat de Constantinople deviendra totalisante. D'une part, il est conscient de l'impossibilité de réunir dans un même État national toutes ses ouailles éparpillées partout, en Anatolie et dans

les Balkans ; par conséquent, il lui faut, par pur et simple pragmatisme, demeurer fidèle à La Porte. D'autre part, il conçoit sans doute que la fidélité à un projet impérial pourrait entraîner la métamorphose [de l'Etat des Osmanlis] en un Empire néo-byzantin, une idée tout à fait en accord avec le millénarisme byzantin. Le grand tort de l'unionisme orthodoxe panserbe et panhellénique est d'ignorer l'entité des autres communautés ethniques, les Bulgares et les Albanais et même les Macédoniens. La réorganisation de l'empire ottoman à la suite du traité de Paris (1856) marque un tournant décisif dans l'histoire religieuse des Balkans et de l'Orient en général. Les Puissances, après la guerre de Crimée, imposèrent à la Porte une transformation radicale du régime des différentes communautés chrétiennes de l'empire. Les réformes touchaient la structure de l'État, notamment tout ce qui concerne le principe d'égalité des sujets devant la loi. Dès lors devaient disparaître les institutions qui remontaient à l'époque de la conquête et qui avaient donné un pouvoir sans contrôle au chef du *millet*, c'est à dire au Patriarcat de Constantinople, sur ses ressortissants. L'exercice de l'autorité patriarcale touchait vraiment tous les aspects de la vie spirituelle, civile et politique de ses ouailles. La levée d'impôts, la nomination et la destitution d'évêques, la mainmise absolue sur les programmes des études, etc. étaient exécutées sans la moindre intervention du gouvernement.

Le moment était arrivé de restreindre des privilèges aussi étendus. Au fond, il s'agissait d'imposer une constitution civile au clergé afin de le soumettre à une loi commune en limitant les prérogatives du passé: révision du mode d'élection des patriarches, suppression des redevances ecclésiastiques, contrôle enfin de la gestion des communautés. Le *Hatti Hümayun*¹³ de 1856 promettait donc une transformation radicale des rapports, au sein du *millet* orthodoxe, théoriquement positive mais qui dans la pratique déclencherait l'opposition de la hiérarchie qui craignait de perdre son pouvoir sur les fidèles. En effet les Bulgares demandèrent au patriarche le droit d'avoir des évêques nationaux dans les diocèses qu'ils estimaient comme bulgares. La pression devint si forte que dans des enclaves de population slavophone (dans la région de Salonique par exemple), nombreux furent ceux qui menacèrent de passer à l'uniatisme. Les conflits se succédèrent le long des années 1860 avec la réclamation de la reconstitution de l'archevêché d'Ohrid aux Bulgares. En 1867, lors de la crise soulevée par la révolte crétoise,

13. Un *Hatti Hümayun* est un rescrit impérial du Sultan Ottoman, solennellement proclamé

la Porte trancha le conflit avec le firman instaurant l'exarchat bulgare qui comprenait de nombreux diocèses appartenant jadis à Pec et Ohrid, sans pour autant établir des frontières précises. Le firman, en cohérence avec les réformes du *Hatti Hümayun* de 1856, stipulait que l'exarchat pouvait renfermer les diocèses où plus des deux tiers de la population se prononcerait favorablement. C'est ici que se trouve l'origine de la déchirure sanglante en Macédoine où chaque «Église» essaya par tous les moyens de grossir le nombre de « patriarchiques » ou « d'exarchiques ». La division entre les deux Églises se consumma en 1872 avec la déclaration de l'Église exarchique comme schismatique. Le schisme ne sera levé qu'en 1945 et le chef de l'Église bulgare deviendra patriarche en 1953. L'éclatement de l'ancienne solidarité des chrétiens orthodoxes, avec sa suite de troubles dans une identité religieuse s'identifiant chaque jour un peu plus à l'identité nationale, est l'un des composants essentiels pour comprendre la complexité (et la cruauté aussi) des affrontements survenus dans les étapes successives de la « question balkanique ». À la suite du Congrès de Berlin (1878), le Patriarcat de Constantinople reconnaissait l'autocéphalie de l'Église de Belgrade une fois l'indépendance serbe reconnue. Les Roumains, autocéphales dès 1864, voyaient la leur reconnue en 1885. L'exarchat bulgare après 1878 se vit amputé des diocèses de Skopje et d'Ohrid. De même, jusqu'aux guerres balkaniques (1912-1913), il ne sera pas aisé de trancher les différences entre les États et les Églises pour la Macédoine si convoitée.

Période post-ottomane

Au lendemain de la Grande Guerre des nouveaux remaniements attendaient les chrétiens balkaniques. Le tout nouveau « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes¹⁴ » permettait la réunion des archevêchés de Belgrade, du Monténégro, de Karlovci, des évêchés de Kotor et de Zara, des diocèses de Macédoine et de Kosovo, ainsi que l'église autonome de Bosnie-Herzégovine sous l'égide du nouveau patriarcat de Belgrade. En même temps, la création du patriarcat de Bucarest (1925) se fera après le rattachement des évêchés de la Bessarabie, dépendants auparavant de Moscou, et de l'archevêché de Sibiu (Hermannstadt) à l'église autocéphale roumaine. La Grèce, à son

14. Il s'agit du premier nom donné à ce qui deviendra plus tard la République fédérative populaire de Yougoslavie après la Deuxième Guerre Mondiale, qui a été fragmentée par les guerres de la décennie 1990, en plusieurs États : Serbie ; Croatie ; Bosnie-Herzégovine ; Slovénie ; Kosovo ; Monténégro et Macédoine.

tour, se rattachait les évêchés des territoires annexés entre 1912 et 1922. En fin l'Albanie proclame l'autocéphalie de son Église en 1922 mais qui ne serait reconnue qu'en 1936 par Constantinople. L'installation des régimes communistes après la Deuxième Guerre Mondiale ne modifiera pas le statut ecclésiastique orthodoxe à l'intérieur de chaque pays, à l'exception de l'Albanie. Toutefois le germe des problèmes subsiste et à l'occasion de la formation de la Fédération de Républiques en Yougoslavie, celle de la Macédoine réclame l'autocéphalie faisant référence au précédent historique de l'archevêché d'Ohrid. L'Église de Skopje (reconnue seulement par le Vatican) se proclame autocéphale en 1967 devant le refus du Patriarche serbe de Belgrade et l'hostilité de l'Église de Grèce. Les bouleversements, survenus lors de la remise en cause des frontières dans les Balkans après la fin de l'ère communiste, ont des répercussions sur les Églises et leurs rapports avec les États. Nous assistons à une recrudescence du problème de l'acceptation de l'Église de Skopje, à présent Église de l'État souverain de la Macédoine ex-yougoslave, spécialement de la part de la hiérarchie d'Athènes. Le nouveau chapitre de la « question macédonienne » va de pair avec le binôme habituel État indépendant-Église indépendante. La désignation par le patriarche de Constantinople d'un exarque grec pour réorganiser l'Église albanaise en qualité d'archevêque de Tirana soulève des méfiances chez le nouveau gouvernement albanais à cause du rôle de l'Église grecque en ce qui concerne la minorité grecque-albanaise. Le cas particulier de la Moldavie, détachée de l'ex-Union Soviétique ne manque de se répercuter sur son Église, hésitante entre l'indépendance et le rattachement à l'Église de Bucarest. Enfin la chute du communisme, bien qu'elle ait marqué l'essor de l'Orthodoxie dans la région, a ravivé les différents conflits en germe. Le cas macédonien est, peut-être, le plus délicat, mais il y a d'autres qui remontent à la surface, tel le problème de l'Église uniaste, considérée par l'Orthodoxie comme le cheval de Troie du Vatican. Évidemment il faudra chercher une solution pour les confiscations faites par les gouvernements communistes partout (en Ukraine, en Transylvanie, en Albanie, en Bulgarie) ainsi que respecter le choix spirituel des fidèles. Le conflit serbo-croate a touché d'une façon dramatique les dissensions entre catholiques et orthodoxes en exacerbant le sentiment, chez les orthodoxes, de se trouver face à un projet expansionniste du Vatican (et les puissances connexes) dans les Balkans.

En conclusion de cet exposé sommaire, j'ai essayé de souligner les axes autour desquels, depuis plus d'un millénaire, se sont cristallisées les divisions au sein d'une même *oikouménè*. Le principe de légitimation réciproque des deux têtes du pouvoir (c.à.d. le pouvoir bicéphale) s'est révélé comme une structure politique et mentale de longue durée. Ce principe, dans la pratique (surtout à l'heure de la formation des États-nations modernes), est tombé presque dans le « phylétisme¹⁵ ». En fait le progressif approfondissement des divisions à l'intérieur de la chrétienté avec l'établissement d'églises particulières fondées sur des critères locaux et ethniques dément la dimension universelle du message évangélique. Ces divisions supposent un paradoxe étant donné l'unité fondamentale théologique et dogmatique, paradoxe étonnant qui touche le sentiment strictement religieux à l'intérieur des consciences individuelles parce qu'elles se voient tiraillées entre l'appartenance à l'Église en tant que corps mystique et le localisme de l'identification entre Église nationale et appartenance à une nation. Il est une fausse question de légitimer tout ça avec les principes religieux eux-mêmes. La division des chrétiens, dérivée du jumelage État-Église, a eu et continue à avoir des effets fort négatifs de même qu'elle a entraîné un réveil de l'intolérance. C'est ainsi que les équilibres, toujours subtils, du sentiment religieux se sont vus plusieurs fois affectés par ce versant politique de la religion entendue comme un instrument du pouvoir.

15. Le phylétisme définit le « nationalisme religieux » qui conçoit l'église de manière identitaire comme une communauté ethno-ecclésiale. Lors d'un concile réuni à Constantinople en 1872, le phylétisme fut condamné comme hérésie.